

POUR EN FINIR  
AVEC LA CORÉE  
DU NORD



PIERRE RIGOULOT

---

POUR EN FINIR  
AVEC LA CORÉE  
DU NORD

BUCHET • CHASTEL

© Libella 2018  
7, rue des Canettes, 75006 Paris

ISBN: 978-2-283-03121-6

*Au Capitaine Fracasse*



*Les essais balistiques ou nucléaires de la Corée du Nord, son système politique et la répression qui l'accompagne, la misère qui frappe une grande partie de sa population, cet ensemble à la fois scandaleux et dangereux suscite dans le monde entier une inquiétude et une indignation parfaitement compréhensibles. Il faut être un froid serviteur d'un monstre froid comme Georgy Toloraya, ancien ambassadeur d'URSS à Pyongyang, pour déclarer tranquillement<sup>1</sup> que « nous devons agir avec la présomption que le régime est là pour durer » et que même la Chine n'y changera rien : si elle « fermait hermétiquement ses frontières avec la Corée du Nord, cessait ses exportations de pétrole et ses importations de charbon, cela tuerait 90 % des Nord-Coréens, mais les 10 % restants, les élites, continueraient à garder leurs armes nucléaires. [...] Sans pétrole, les Nord-Coréens feront de la bicyclette au lieu d'aller en voiture et laboureront la terre avec des bœufs. En aucune façon le régime n'abandonnera ses ambitions nucléaires maintenant qu'il a acquis cette arme. C'est la réalité de la vie ».*

*Les autres diplomates s'agitent, regrettent, condamnent, et parfois même menacent et sanctionnent. L'opinion publique s'indigne et s'effraie. Les défenseurs des droits de l'homme montrent du*

---

1. *Korea Herald*, 9 mai 2017.

*doigt. Les organisations humanitaires s'émeuvent. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces réactions se répètent à l'identique après chaque nouvelle militaire ou politique d'importance en provenance de Corée du Nord et s'avèrent peu productives.*

*Et cela depuis des décennies.*

*La Corée du Nord poursuit donc, sans que personne ait trouvé le moyen de l'arrêter, son programme balistique et nucléaire. Elle continue de réprimer, d'exécuter et de pousser à fuir des milliers de gens. Elle contrôle étroitement, enferme et assomme de niaiseries dangereuses et liberticides l'ensemble de sa population. Elle en affame une grande partie, et réduit à une vie médiocre la minorité privilégiée. Personne n'a trouvé le moyen d'obliger les dirigeants à prendre en compte les besoins d'une population souffre-douleur...*

*Il faut pourtant, par simple humanité envers celle-ci mais aussi pour écarter les risques que fait courir son système politique et militaire à l'ensemble de l'humanité, en finir avec cette verrue sociale et politique qu'est la Corée du Nord totalitaire.*

*Mais pour en finir, ses adversaires déclarés, au nom de la démocratie et des droits de l'homme, doivent changer totalement de cap. La manière dont a été traité jusqu'ici le dossier nord-coréen n'est pas la bonne. L'inefficacité est complète. Il faut une méthode totalement différente.*

*C'est cette approche nouvelle que proposent les pages suivantes à tous ceux qui souhaitent la fin du cauchemar nord-coréen, en particulier à ceux qui consacrent une part importante de leur vie à la réalisation de ce rêve que partagent les démocrates sincères, les humanistes convaincus, les politiques hostiles au totalitarisme qui ne confondent pas l'acceptation nécessaire de la réalité si l'on veut agir sur elle, avec la résignation au pire.*

*Pour en finir avec la Corée du Nord totalitaire.*

*La Corée du Nord est en train de se doter d'armes nucléaires sérieuses. On ne voit guère comment l'en empêcher avec les moyens habituels. La soi-disant «patience stratégique» d'Obama a échoué et la Chine qui «couvre» la Corée du Nord, au moins diplomatiquement, est aujourd'hui plus forte qu'elle ne l'était. Les indignations, protestations et menaces sont inutiles. Les sanctions insuffisantes et les soulagements après quelques mois sans essais, indécents.*

*Il faut trouver une solution nouvelle.*



## 1 – Vous avez dit imprévisible ?

### UN VIEUX CAUCHEMAR

La Corée du Nord est depuis longtemps un cauchemar pour les démocraties occidentales et leurs alliés en Asie orientale. Quand ses troupes se lancent à l'assaut de la Corée du Sud, le 25 juin 1950, Jean-Paul Sartre affirme que le malheureux agresseur est tombé dans un piège tendu par le Sud et son mentor impérialiste américain. Ce jugement, fruit de son fanatisme anti-occidentale et de sa posture de critique systématique, beaucoup ne le partagent pas.

On croit à l'époque que l'heure de la Troisième Guerre mondiale a sonné.

Elle ne sonnera pas : les troupes de l'ONU, en majorité américaines, réussissent, après un débarquement audacieux à Inchon, à défaire les hordes venues du Nord qui, par surprise, avaient franchi le 38<sup>e</sup> parallèle.

L'objectif de Kim Il-sung, le grand-père de l'actuel dirigeant, en tentant cette réunification par la force, était clair : réaliser l'unité du pays sous sa houlette. Divisée en deux zones d'occupation, en attendant des élections qui ne parvenaient pas à se tenir, la Corée était d'occupation soviétique au Nord et d'occupation américaine au Sud.

L'échec de l'entreprise militaire du Chef qu'avait installé Staline à Pyongyang fût complet. Les soldats de Kim Il-sung, pourtant armés et conseillés par les Soviétiques, reculèrent jusqu'aux abords de la frontière chinoise; c'est alors que plusieurs centaines de milliers de soldats chinois traversèrent le fleuve Yalou – les Coréens disent l'Amnokan – pour prêter main-forte à l'armée du Nord en grande difficulté. Les combats devinrent plus indécis. Les troupes onusiennes reculèrent. Une propagande délirante venue du monde communiste accusa ensuite les États-Unis de répandre le bacille de la peste par le biais d'insectes lâchés au-dessus des populations civiles. Le front se stabilisa et l'on signa finalement en juillet 1953 un armistice encore en vigueur aujourd'hui!

La Corée du Nord connut des purges sanglantes, ouvrit des camps de concentration, mais se reconstruisit avec l'aide du « bloc socialiste » et grâce aux efforts terribles demandés à la population. Un État stalinissime triompha à Pyongyang.

La suite est connue: escarmouches contre le Sud (un commando d'une trentaine d'hommes fut ainsi lancé en 1968 à l'assaut du « Palais de l'Élysée » de Séoul, la Maison Bleue). Ralentissement économique dans les années 1970. Voyoucratie grandissante pour y remédier: factures impayées, trafic de drogue et fausse monnaie.

Membre à part entière du monde communiste, la « République populaire démocratique de Corée » sut zigzaguer habilement entre la Chine et l'URSS. Dotée d'un parti unique, d'un « dirigeant infallible » qui sut imposer un ordre de succession de père en fils, la Corée du Nord abandonna officiellement le marxisme-léninisme au profit d'un salmigondis collectiviste et chauvin baptisé le *djoutché*<sup>1</sup>.

---

1. Le *djoutché* est l'idéologie officielle de la Corée du Nord, exaltation du socialisme et de l'autosuffisance.

Un culte dément de la personnalité du leader fut organisé, une armée gigantesque disposée, et des agents secrets formés aux plus sales besognes : en 1983, une partie du gouvernement du Sud fut fauchée à Rangoon, la capitale de la Birmanie où il était en visite officielle, par un attentat venu du Nord. En 1987, c'est une bombe que les autorités de Pyongyang firent sauter dans un avion de ligne pour prouver que la sécurité des Jeux olympiques de Séoul, prévus quelques mois plus tard, ne serait pas assurée.

Alors que la Corée du Sud passait progressivement du niveau économique du Bangladesh à celui de l'Espagne, on assista au Nord à un événement incroyable : sans campagne particulière comme le Grand Bond en avant chinois, sans conflit interne, sans guerre, le Nord connut dans les années 1995-1998 une famine dont on estime le coût humain à près d'un million de victimes. Mais qu'importe les morts, les « principes » étaient saufs : ceux-là mêmes qui en URSS ou en Chine avaient fait la preuve de leur inefficacité et même de leur malfaisance.

Une partie du monde s'étonna, l'autre s'indigna de ces malheurs organisés. Certains apportèrent leur aide humanitaire et continuent même de l'apporter sans voir qu'ils permettent ainsi au régime de Pyongyang de se rétablir, de poursuivre ses atrocités et de faire de substantielles économies sur les importations de nourriture pour investir ailleurs, dans l'armement nucléaire par exemple.

La Corée du Sud, en plein développement économique, bien armée, alliée des États-Unis, modernisée, démocratisée, s'est montrée cependant impuissante à changer quoi que ce soit à son voisin du Nord. La confrontation politique, diplomatique et militaire l'a emporté. Longtemps dominée par des gouvernements autoritaires, notamment celui de Park Chung-hee, président de 1962 à 1979, année où il

fut assassiné, elle retrouva une forme démocratique de gouvernement dans la seconde moitié des années 1980, mais il fallut attendre les années 1990 pour que des initiatives sérieuses fussent prises en direction du Nord, sans qu'il en sortît d'ailleurs grand-chose sinon quelques proclamations grandiloquentes vite remisées. Le 13 décembre 1991 un accord de non-agression et de réconciliation fut par exemple signé entre les deux Corées.

Chiffon de papier.

Les États-Unis pendant ce temps tentaient, mais en vain, d'amener le Nord à renoncer à son programme nucléaire militaire et à s'ouvrir au reste du monde. Ils n'essaieraient rien contre son régime et l'aideraient même à se moderniser. Clinton alla jusqu'à fermer les yeux sur le double jeu des Nord-Coréens qui voulaient le beurre – l'aide occidentale – et l'argent du beurre – l'arme nucléaire, sur laquelle leurs techniciens et leurs scientifiques continuaient de travailler secrètement. Son successeur, George Bush, moins subtil mais plus vrai, n'allait pas manquer de dénoncer leur duplicité. Bien des commentateurs aujourd'hui encore préfèrent s'en prendre à ce dernier plutôt qu'aux tricheurs...

Ce que les efforts de Bill Clinton et un voyage à Pyongyang de Jimmy Carter échouèrent à réaliser, la main tendue des Sud-Coréens vers le Nord, ce qu'on appelait la *sunshine policy*, allait-elle le réussir? La venue au pouvoir à Séoul d'un président de gauche, Kim Dae-jung, partisan d'une politique d'ouverture et du dialogue avec le voisin du Nord, donna de sérieux espoirs, en tout cas aux plus optimistes. La réunification était-elle vraiment envisageable? En 2000, un sommet réunit à Pyongyang Kim Jong-il, le dirigeant nord-coréen, et le président élu du Sud. Mais rien ne vint. La Corée du Nord ne changea pas sa manière d'être. On apprit que la rencontre avait été l'occasion d'un véritable racket de la part des dirigeants nord-coréens. Kim Jong-il,

le père de l'actuel n° 1, s'était par exemple fait verser personnellement un dessous-de-table d'environ 400 000 dollars pour accepter ce sommet. Les sourires, les espoirs de changements étaient donc chèrement monnayés. Et surtout sans effets durables.

La population du Sud se lassa. Elle élut de nouveaux présidents moins « ouverts », plus exigeants face aux dirigeants du Nord et des tensions réapparurent entre les deux États.

Des tensions qui se concentrèrent de plus en plus autour du double développement par la Corée du Nord de missiles balistiques et de l'arme atomique.

#### UN QUART DE SIÈCLE DE PROGRÈS BALISTIQUES ET NUCLÉAIRES

Le programme clandestin d'acquisition de l'arme nucléaire commence vraiment autour de 1980 même si, en 1985, la Corée du Nord signe le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Derrière ce rideau de fumée les scientifiques et techniciens nord-coréens s'activent. La même année, les services de renseignements américains détiennent la preuve que Pyongyang, qui avait déjà deux réacteurs, travaille en catimini à la construction d'un troisième puis d'un quatrième. Le monde s'inquiète mais, en 1990, la Corée du Nord accepte de signer un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) permettant l'inspection de ses installations nucléaires. Six inspections sont donc autorisées entre mai 1992 et janvier 1993 mais deux autres sont interdites. Pourquoi? Les tensions s'accroissent à nouveau entre la « communauté internationale », bien sûr, et la Corée du Nord, qui se présente comme une victime d'une politique américaine agressive à son égard, menace de se retirer du traité de non-prolifération nucléaire.

Le premier essai balistique nord-coréen a lieu peu après, le 29 mai 1993. Ce jour-là, la Corée du Nord tire un missile Rodong-1 dans la mer du Japon, depuis un site proche du port de Wonsan, sur la côte est du pays. Le caractère technique, presque civil, de la cible du missile – une bouée au préalable déposée en mer –, le lien de cette « expérience » avec les difficultés économiques du régime nord-coréen qui affirme tester ce missile pour l'échanger avec l'Iran contre du pétrole, la réaffirmation par le gouvernement nord-coréen de son attachement au TNP, tout cela contribue à rassurer un peu la communauté internationale et cet essai balistique ne provoque pas une grande émotion, si ce n'est au Japon. Bruno Tertrais, un de nos meilleurs spécialistes sur la question des missiles balistiques, écrit peu après *L'Apocalypse n'est pas pour demain – Pour en finir avec le catastrophisme*<sup>1</sup>. Avec raison, après tout : on a alors, pense-t-on, le temps de voir venir. Le missile lancé n'avait qu'une portée moyenne d'environ 1 000 km. Il fallait sans doute surveiller cela de près. Mais d'ici à ce que les techniciens nord-coréens en arrivent à des missiles intercontinentaux, il y avait de la marge !

Le plus inquiétant est que ces efforts de la Corée du Nord et ces progrès balistiques n'étaient pleinement compréhensibles que si le pays voulait se doter d'un armement nucléaire. C'est pourquoi, en 1994 – voilà 24 ans ! –, l'administration Clinton déclara que, si la Corée du Nord envisageait de fabriquer des armes nucléaires, elle n'excluait pas, de son côté, une intervention militaire ! Le 3 avril 1994 sur la chaîne de télévision NBC, le secrétaire d'État à la Défense William Perry affirma même qu'« il était concevable que les actions – américaines – puissent aller jusqu'à pousser les Nord-Coréens à déclencher une guerre » mais que « c'était un risque que les États-Unis acceptaient de prendre ».

---

1. Denoël, 1994.

A-t-on fait alors autant de bruit qu'on en fait aujourd'hui lorsque l'actuel président américain Donald Trump se contente d'affirmer que «toutes les options sont sur la table» ou que, en cas de menaces nord-coréennes effectives, il n'hésiterait pas à «détruire la Corée du Nord»? Ce n'est pas certain. En tout cas, l'administration Clinton cherchait encore à négocier: c'est à cette époque, en juin 1994, qu'a lieu le voyage que nous avons évoqué de l'ex-président Carter à Pyongyang pour sonder Kim Il-sung et explorer une nouvelle fois les possibilités d'un arrêt complet du programme nucléaire nord-coréen. L'affaire semblait progresser au point que Bill Clinton commença même à discuter avec la Corée du Nord d'une aide économique en échange de cet arrêt définitif du programme. Le 21 octobre 1994, un accord-cadre entre les États-Unis et la Corée du Nord fut signé. En plus de leur aide économique, les États-Unis s'engageaient, via une «Organisation de développement énergétique coréenne» (KEDO) à laquelle participaient les grands pays développés, dont la France, à fournir à la Corée du Nord des centrales à eau légère, dites «propres», autrement dit inutilisables pour un autre usage que le nucléaire civil.

L'essai balistique suivant ne vint qu'en 1998, le 31 août très exactement. Là, les réactions furent plus fortes qu'en 1993, mais à ce rythme d'un essai tous les cinq ans, l'inquiétude pouvait être justifiée mais pas la panique. Si les réactions hostiles se firent plus nombreuses, c'est qu'il s'agissait cette fois de l'essai d'un missile baptisé Taepodong-1, capable de parcourir 1 500 kilomètres environ, et que les Nord-Coréens avaient pris la responsabilité de faire traverser l'espace japonais!

Encore une fois, la panique n'était pas de mise: sous la pression internationale, Pyongyang accepta même quelques mois plus tard, en 1999, un moratoire sur les tests de missiles à longue portée en échange de la levée des sanctions

économiques mises en place par les États-Unis après le tir précédent. Madeleine Albright se rendit à Pyongyang les 23 et 24 octobre 2000, dans le sillage de la rencontre du président du Sud et du n° 1 du Nord. On pouvait rêver.

En fait, rien ne changea. Les dirigeants nord-coréens continuaient de travailler à se doter de l'arme nucléaire tout en prétendant officiellement y renoncer (cette assurance, et elle seule, expliquait la mise en place du KEDO). Ils continuaient d'opprimer leur population soumise à un régime totalitaire unique au monde et ils se montraient peu préoccupés de la nourrir, de la soigner, de la vêtir. Après les flonflons sans lendemain de la rencontre des dirigeants des deux Corées, on en revint à la question fondamentale pour les Américains de la prolifération nucléaire. En octobre 2002, un émissaire de George Bush, James Kelly, se rendit en Corée du Nord dans un climat tendu. Le président américain n'avait-il pas déclaré quelques mois auparavant que la Corée du Nord faisait partie d'une sorte d'axe du Mal comme l'Iran et l'Irak? Kelly rentra aux États-Unis en annonçant que les dirigeants du régime nord-coréen avaient eux-mêmes admis l'existence d'un programme caché d'enrichissement d'uranium. Il leur était difficile de faire autrement tant étaient accablantes les preuves accumulées par les Américains.

Washington déclara caduc l'accord de 1994 presque immédiatement.

En novembre, États-Unis, Japon et Union européenne suspendirent leurs livraisons de pétrole. En décembre, la Corée du Nord confirma la reprise de son programme nucléaire. En janvier 2003, elle annonça son retrait du TNP nucléaire.

À l'ONU, les États-Unis souhaitèrent voir la Corée du Nord condamnée mais la Chine et la Russie s'y opposèrent, considérant hypocritement ce dossier comme strictement